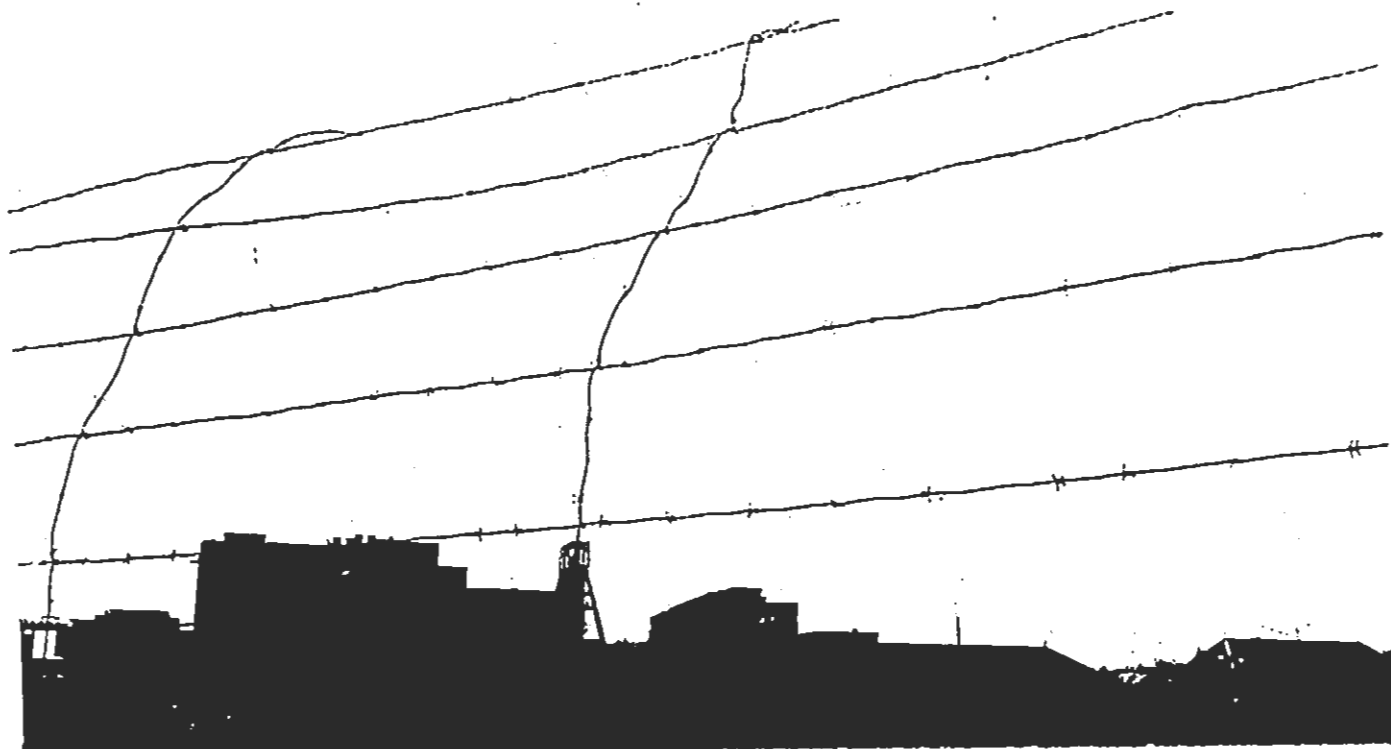


67

6EME ANNEE • PRIX: 50 FB • ABONNEMENT ANNUEL: 500 FB • CCP 000-1168701-45
INFO-TÜRK - 13/2, SQUARE Ch. M. WISER - 1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72
EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION • DEPOT LEGAL: 2198



"CONSTITUTION" SUR MESURE

Alors que l'état de terreur s'amplifiait avec l'arrestation de l'ancien premier ministre démocrate Ecevit, les dirigeants militaires de la Turquie ont aussi accéléré le processus de préparation de la nouvelle constitution qui établira les bases d'un régime civil autoritaire devant succéder à l'actuel régime militaire.

Suite au violent discours de Bursa qui a donné au procureur militaire le feu vert pour arrêter de nouveau Ecevit, le Général Evren a doublé et même triplé ses attaques contre les politiciens démocrates au cours de deux autres discours.

Le 18 avril, lors du discours prononcé à Balıkesir, réitérant que dans l'actuelle "période de transition", les activités politiques étaient interdites, le chef de la junte militaire a déclaré: "Ceux qui s'obstinent à faire le contraire (s'engager politiquement) et recherchent des engagements politiques futurs seront poursuivis légalement et recevront le châtimement qu'ils méritent".

Dans le même discours, le chef de la junte a souligné que même après être revenu à un régime civil, les militaires n'hésiteraient pas à intervenir de nouveau si c'était nécessaire: "Beaucoup de citoyens voudraient savoir ce qui arrivera si après notre départ, le pays en arrive au même point (une situation de crise). N'ayez pas peur... Vous serez débarrassé des responsables de cette situation (nouvelle crise). Rappelez-vous aussi qu'il y a d'autres forces à vos côtés qui protégeront le pays."

Cinq jours plus tard, dans un message prononcé pour le 62ème anniversaire de l'Assemblée Nationale Turque (actuellement dissoute), le Général Evren a attaqué de nouveau les politiciens démocrates tels qu'Ecevit, dont l'arrestation a été dénoncée par les forces démocratiques européennes: "Je suis avec colère et indignation les efforts de ceux qui ont jadis réclamé leur pleine indépendance... Oubliant comment ils ont conduit leur pays au bord de l'abîme, ils essaient de ramener la Turquie à leur idée de la démocratie en demandant à des étrangers de faire pression sur la Turquie et en donnant de fausses informations contre leur propre pays."

APERCU DE LA NOUVELLE CONSTITUTION

Respectant l'ordre des dirigeants militaires qui les ont désignés comme législateurs, les membres de l'Assemblée Consultative ont commencé en avril à élaborer le texte de la nouvelle constitution.

Bien que le Président de l'Assemblée Consultative, Mr. Sadi Irmak ait déclaré: "ce ne sera pas la fin du monde si la constitution n'est pas terminée en automne" le président de la Commission Constitutionnelle, le professeur Aldıkaçtı a déclaré le 25 avril que la nouvelle constitution serait présentée à l'Assemblée Consultative avant septembre 82.

Depuis sa nomination en novembre 1981, la Commission Constitutionnelle a eu des activités de compilation de données. 31 des 160 membres de l'Assemblée Consultative, les gouverneurs de 51 provinces de Turquie, 37 universités et écoles supérieures, des cours suprêmes, la confédération syndicale pro-gouvernementale (Türk-İs), des associations d'employeurs comme TISK, TUSİAD et l'Union des Chambres, certaines banques et associations professionnelles ont donné leur opinion sur la nouvelle constitution.

Dans le but d'avoir l'opinion des citoyens, la Commission a décidé de mener une enquête impliquant 200.000 personnes, mais le Conseil de Sécurité Nationale a opposé son veto à cette ouverture partielle en prétextant que le budget de l'Institut National des Statistiques n'avait pas d'argent suffisant en 1982 pour réaliser ce sondage.

Comme on le sait, les anciens dirigeants de la Turquie ont été privés de leur droit d'exprimer leur opinion sur la nouvelle constitution. Le CSN a autorisé la Commission Constitutionnelle à demander l'opinion des membres de partis politiques qui n'ont pas fait partie de l'administration de leur parti. Cependant, aucun membre d'un parti politique n'a été contacté bien que 2 mois ne se soient écoulés depuis cette autorisation.

Au contraire, les organisations d'hommes d'affaire ont librement exprimé leur opinion en publiant des brochures. Par exemple, l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et des Bourses a déclaré que les autorités du pouvoir exécutif devraient être plus nombreuses et qu'un Conseil de la République devrait remplacer le défunt Sénat. Les hommes d'affaire ont également demandé que le régime turc soit fermé au parti communiste et que l'état turc soit dirigé suivant les principes d'Atatürk et du nationalisme turc.

Ils ont déclaré: "la position du chef de l'état devrait être plus puissante que sous la constitution de 1961 et il devrait être à même de suspendre temporairement la constitution en déclarant l'état d'urgence lorsqu'il y a impossibilité de résoudre des menaces internes ou externes. Le chef de l'état devrait aussi avoir le pouvoir de contrôler certaines institutions autonomes... Et la nouvelle constitution devrait protéger les droits de l'entreprise et de la propriété privée."

D'autres organisations d'hommes d'affaires comme la Confédération des Syndicats d'Employeurs (TISK) et l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires de Turquie (TUSİAD) ont émis des propositions similaires pour la Constitution. Parmi elles, notons les restrictions des droits des travailleurs de s'associer en syndicats et de faire grève.

En fait, les propositions suivent à la lettre les directives du Chef de la junte dans son discours inaugural et à d'autres occasions.

Le président de la Commission Constitutionnelle, Aldıkaçtı a répété le 6 avril que le rejet de certains principes énoncés par le Général Evren lors de ses discours n'était pas possible. Dans une autre interview publiée dans les journaux du 26 avril, Aldıkaçtı a déclaré: "la nouvelle constitution conduira les autorités nécessaires à la tête de l'état pour qu'elles puissent résoudre des problèmes comme ceux qui se sont présentés lors de l'opération du /..

KEMALISME ET MILITARISME

Alors que des organisations démocratiques sont soumises à différentes formes de répression, "l'Association Elan Kémaliste", qui a été créée l'an dernier avec l'appui de la junte militaire, a tenu sa première convention le 11 avril 1982 à Ankara.

Le président de l'Association, l.i.r. Baha Vefa Karatay a annoncé lors du meeting que l'association était déjà organisée dans 22 provinces et 14 districts et que des préparatifs étaient en train pour la prolonger dans 26 provinces. Cette association, qui se réclame détentrice des vraies idées d'Atatürk est considérée comme le noyau d'un parti politique qui sera formé par les actuels dirigeants militaires.

De plus, le CSN avait déjà décidé de constituer Ata-Birlik (Ata-Union) qui déterminerait les principes du kémalisme (atatürkçülük). Présidé par le Général Evren, cette nouvelle institution aura des filiales partout en Turquie, même après le retour à un gouvernement civil, tous les gouvernements seront obligés d'agrir dans le cadre idéologique instauré par Ata-Birlik.

NOMS DE RUES DANGEREUX

Le Conseil Municipal de la Ville de Denizli a décidé de changer les noms des rues en conformité avec l'orientation idéologique imposée par le régime militaire. Parmi les noms considérés comme "douteux", il y a, l'Avenue de la Paix (Barış Caddesi), l'Avenue du Travail (Emek Caddesi), l'Avenue de la Liberté (Hürriyet Caddesi), l'Avenue de la Révolution (Devrim Caddesi). Les rues ont été rebaptisées avec des noms historiques remontant à l'empire Ottoman.

MILITARISATION DE L'EDUCATION

Un ancien lieutenant général de la force aérienne, Burhan Göksel, a été nommé à la tête du département de l'Education et de l'Entraînement du Ministère de l'Education Nationale. (DN-5.4)

Ce département a décidé d'insérer des déclarations d'Atatürk dans les manuels scolaires, à tous les niveaux. Les professeurs seront obligés de remplacer tous les manuels de l'année 82-83 par les nouveaux manuels comportant l'enseignement d'Atatürk. (C-17.4)

ARMEMENT DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

Le Conseil des Ministres a décrété que les membres de l'Assemblée Consultative seraient autorisés à porter des armes à feu aussi longtemps que leurs fonctions seraient confirmées par le Conseil de Sécurité Nationale.

12 septembre. On donnera au Chef de l'Etat l'autorité nécessaire pour qu'il résolve les crises, dissolve éventuellement le parlement et déclare l'état d'urgence".

Concernant les rapports sur l'établissement d'un Conseil de la République attaché à la tête de l'état, Aldıkaçtı a déclaré qu'il avait avancé la proposition de tirer parti de la connaissance et de l'expérience de personnalités "éminentes" pour aider le chef de l'état en temps de crise.

Il a souligné que le principe du nationalisme serait aussi inclu dans la nouvelle constitution comme appartenant aux principes d'Atatürk.

Le seul article que la Commission est incapable de clarifier actuellement est la place des membres du CSN dans la nouvelle constitution. Selon Aldıkaçtı, il est probable que le CSN (actuellement 5 membres de la junte militaire) continuera à exister et à fonctionner après le retour du système démocratique au moins pour une courte période.

La procédure anti-démocratique de la préparation de la nouvelle constitution provoque des réactions même parmi les membres de l'Assemblée Consultative. A la séance du 20 avril, le membre de l'Assemblée Nuri Ozgöker a déclaré: "il est temps que l'Assemblée Consultative assume ses responsabilités."

Mais parmi les 160 membres de l'Assemblée, cette sorte d'attitude critique est limitée à de rares personnes, et le reste est conscient qu'ils ont été désignés comme "légistes" pour mettre dans le texte de la nouvelle constitution toutes les directives de la junte militaire et du grand capital. Ils font de leur mieux afin de faire de la nouvelle "constitution" sur mesure!

GROUPEMENTS POLITIQUES

On peut lire dans le Bulletin ANKA du 27 avril '82 que: "les divers groupes d'intérêts ainsi que les représentants politiques ont commencé une lutte d'influence pour occuper la meilleure position possible dans la structure politique nouvelle qui accompagnera la 'nouvelle démocratie' turque. Les journaux les plus importants serviront d'arène aux nouveaux groupements politiques.

Ces différents groupes d'intérêts expriment leurs ambitions politiques par le canal de quotidiens tels que *Tercüman*, *Hürriyet*, *Milliyet* et *Güneş*. Alors que le quotidien *Tercüman*, qui reflète les vues du défunt Parti de la Justice, demande la reconstitution des structures

politiques traditionnelles, le quotidien *Güneş*, supporté par les énormes fonds du Holding Cavusoglu/Kozanoglu, défend l'idée de créer un parti centriste laïque, orienté vers l'occident et qui sauvegarderait les intérêts du grand capital sans négliger le maintien de la "paix sociale". Le Bulletin ANKA déclare: "La coexistence apparemment paradoxale de 'débutants' qui ont des bases politiques et des opinions divergentes peut maintenant être interprétée différemment à la lumière de la volonté militaire d'avoir un 'bloc kémaliste' fort."

Actuellement, il n'est pas possible de parler des perspectives des nouveaux rassemblements légaux des forces communistes et socio-démocrates qui sont considérées comme l'ennemi n° 1 de la junte militaire et du grand capital. Comme l'a dit Evren: "il n'y a pas de place pour le parti communiste". En outre, même un parti socio-démocrate comme le Parti Républicain du Peuple d'Ecevit est traité comme un élément du mouvement communiste en Turquie.

REFORME BUREAUCRATIQUE

Le 13 avril, à l'Assemblée Consultative, Muzaffer Ender, un membre désigné, a lancé la campagne pour la restructuration de la bureaucratie turque en disant: "la bureaucratie réduit la vitesse du développement turc. Il y a maintenant une anarchie bureaucratique en Turquie. Malgré les attitudes sincères du CSN et du Premier Ministre, l'attitude de la bureaucratie est une source de tristesse pour nous. Les fonctionnaires qui essaient de ne pas accomplir leur travail correctement sabotent le mouvement du 12 septembre. Ils devront apprendre la signification du 12 septembre ou s'en aller..."

Cette remarque a été suivie par un défi lancé par le vice-premier ministre, Ozal à la Commission de Planification du Budget: "La réforme de l'administration de l'état est un sujet qui est étudié depuis des années. L'important est maintenant de mettre cette réforme en pratique, c'est-à-dire, comme Alexandre le Grand, il faut couper le nœud gordien".

A la fin de son discours, Ozal a demandé la pouvoir légal afin de couper ce nœud gordien.

Comme premier pas dans cette direction, le CSN a commencé à étudier la possibilité de soumettre tous les employés de l'état à une même Loi Personnelle. Actuellement, ces fonctionnaires sont soumis à 19 lois différentes.

TERREUR D'ETAT

ECEVIT ARRETE

Suite à l'accusation formulée par le général Evren, ancien premier ministre turc a été placé sous mandat d'arrêt par les autorités de la loi martiale le 10 avril 1982, à cause de l'interview qu'il a accordée au magazine ouest-allemand *Der Spiegel*. Bien que la 2ème Cour de la Loi martiale ait rejeté la demande du procureur d'arrêter Ecevit, en se fondant sur le Commandement de la Loi Martiale, le 3ème Tribunal de la Loi Martiale a lancé un mandat d'arrêt.

Le 26 avril, le 1er Tribunal de la Loi Martiale d'Ankara a délivré un second mandat d'arrêt sous prétexte d'une lettre qu'il avait écrite à un journaliste hollandais, qui a été ensuite utilisée par la BBC. Le procès d'Ecevit devant le 2ème Tribunal de la Loi Martiale a commencé le 29 avril pour la première accusation.

Mr Ecevit a déclaré: "je ne crois pas à la nécessité de suspendre la démocratie pour arrêter la terreur".

Le 20 avril, Ecevit a été interrogé par le procureur militaire pour les incidents sanglants provoqués par les groupes fascistes qui avaient attaqué lors des funérailles d'un dirigeant local du parti par les Loups Gris.

L'interrogatoire des 138 députés du défunt Parti Républicain du Peuple a commencé le 27 avril dans les bureaux des procureurs militaires d'Ankara et d'Istanbul. Ils sont accusés d'avoir collaboré avec les dirigeants du DISK et soutenu les actes de résistance des travailleurs.

Deux députés du CHP, Ertugrul Günay et Temel Ateş ont été arrêtés le 10 avril par un tribunal militaire d'Ankara et envoyé à Erzurum. Ils seront jugés là dans le cadre du procès du Dev-Yol pour leurs relations avec cette organisation à Fatra.

UN DIRIGEANT DE PARTI CONDAMNÉ

Mr Mihri Belli, président du Parti du Travail de Turquie (TEP), a été condamné à 1 an de prison par le 3ème Tribunal de la Loi Martiale à Istanbul pour une allocution qu'il avait prononcée lors du meeting du comité central du parti en 1979. Le verdict a été rendu le 2 avril par défaut, car il est rentré dans la clandestinité depuis le coup d'état. Mr Belli est un des plus anciens dirigeants communistes de Turquie et son parti avait déjà été interdit avant le coup d'état.

CONdamnATION D'UN MINISTRE

La Cour Suprême turque a condamné le 13 avril à une peine de 9 ans et 3 mois de prison l'ancien ministre Hilmi İsgüzar pour "corruption et abus de position officielle pour faire des bénéfices". Il a aussi été condamné à une amende de 5,2 millions de LT (\$ 35 mille). Un autre ministre du gouvernement Ecevit, Mr Mataracı a été condamné en mars à l'emprisonnement à vie par le même tribunal.

Le 29 avril, le Conseil de Sécurité Nationale a ordonné une enquête contre l'ancien ministre de l'Industrie de l'actuel gouvernement militaire, Mr Şahap Kocatopçu pour les mêmes accusations.

LE PROCES DE LA DISK REDEMARRA

Le procès des 52 dirigeants de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a recommencé le 14 avril devant la 2ème cour de la Loi Martiale.

Le procureur militaire a ajouté un nouvel inculpé au procès et a lu l'accusation supplémentaire lors de la première audience. Mr Ahmet İsvan est accusé d'avoir utilisé l'administration communale pour aider l'action de la DISK. A la 2ème audience, le juge militaire a commencé à interroger les inculpés. L'interrogatoire de Mr Abdullah Baştürk, président de la DISK, a continué jusqu'à la fin du mois.

A une question dans laquelle on lui demandait quelle voie il préférerait pour passer au socialisme, Baştürk a déclaré: "Je suis membre et ancien député du Parti Républicain du Peuple. Les idées politiques du PRP sont connues de tous. Puisque le PRP était un parti de masse, il comprenait des démocrates, des progressistes, des socio-démocrates ainsi que des partisans du socialisme démocratique. J'ai des vues socialistes démocratiques, comme celles du Parti Socialiste de Mitterand et de celles d'autres partis socialistes et travaillistes d'Europe."

Comme le principal avocat de la défense, Orhan Apaydın a été arrêté, les 53 inculpés sont défendus par des autres avocats. L'objection soulevée par les avocats concernant la procédure qui rappelle l'Inquisition a été rejetée par le Tribunal.

Le 2 avril, une autre demande visant la libération des 122 autres membres de la DISK encore emprisonnés a été rejetée. Ils seront jugés ensemble plus tard. D'autre part, la junte militaire a ordonné une enquête sur les comptes en banque de 107 personnalités de la DISK, comptes ouvertes depuis le 1er janvier 1975. Les inspecteurs enquêtent également sur les comptes des membres de leur famille.

En ce qui concerne le cas du Comité Turc pour la Paix, on a mis en prison le 14 avril le fameux peintre Orhan Taylan et le nombre des membres incarcérés a atteint 25. D'autres vivent actuellement dans la clandestinité.

Le 13 avril, 8 personnes ont été traduites devant le 3ème tribunal de la Loi Martiale pour avoir caché Fehmi İşıklar, secrétaire général de la DISK, après le coup d'état militaire.

NOUVEAUX PROCES DE MASSE

Un des plus grands procès de masse a commencé le 15 avril devant le tribunal militaire de la ville d'Amasya. 510 des 969 mineurs de mines de lignite Yeni Celtek sont accusés d'avoir adhéré à Dev-Yol.

13 dirigeants du Syndicat des Métallurgistes (Tüm Maden-İş) ont été traduits devant la 3ème Cour de la Loi Martiale le 22 avril à Istanbul. Des peines de prison de 10 ans ont été requises.

Les procureurs militaires ont entamé de nouveaux procès en avril contre des progressistes et 187 peines de mort ont été demandées. Ainsi, le nombre total de peines capitales requises a atteint 4.476 fin avril 1982. Dans la liste des nouveaux cas qui suivent, les peines de mort sont mentionnées entre parenthèses juste après le nombre des accusés:

- Voie Révolutionnaire (Dev-Yol): 16/4 à Amasya, 510 (64)
- Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK): 20/4 à Erzurum, 172 (34)
- KAWA: 1/4 à Istanbul, 42 (14)
- Unité de Propagande Armée Marxiste-Léniniste (MLSPB): 25/4 à Istanbul, 114 (42)
- Association des Employés de l'Etat (Tüm-Der): 7/4 à Istanbul, 8 (—)
- Parti Ouvrier de Turquie (TIP): 9/4 à Ankara, 48 (—); 16/4 à Istanbul 82 (—)
- Parti Communiste de Turquie/Union (TKP/B): 4/4 à Adana, 12 (—)
- Elèves officiers de l'Ecole de Guerre: 11/4 à Ankara, 29 (—)
- Gens de droite: 4/4 à Istanbul, 3 (3); 3/4 à Erzurum, 142 (30)
- Clubs Populaires: 30/4 à Ankara, 17 (—)

CONdamnATIONS

Au cours du mois dernier, les tribunaux militaires ont rendu de nombreuses condamnations contre des prisonniers politiques et ont condamné 17 personnes à mort.

Répartition des peines de mort pour les différentes organisations: Parti/Front de Libération Populaire de Turquie (THKP/C) 7, TKP/ML 2, Organisation kurde TEKOSIN 2, Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie (TDKP) 1, Dev-Yol 2, Gauche Révolutionnaire (Dev-Sol) 1, Armée de Libération Nationale (UKO) 1. Deux autres personnes ont également été condamnées à mort pour des délits non-politiques.

Peines d'emprisonnement: TDKP 11, Voie du Peuple (HY) 3, THKP/C 37, TKP/ML 10, Dev-Sol 1, TEKOSIN 3.

Et c'est aussi la première fois depuis l'intervention des militaires qu'une personne condamnée à mort pour une affaire criminelle a été exécutée le 22 avril, à Sakarya. Avec l'exécution de Sabri Altay, le nombre des victimes de la peine capitale s'élève à 15.

CHASSES A L'HOMME

Le Ministre de l'Intérieur a annoncé que, selon les informations du Centre de Collecte des Données, plus de 60.000 personnes étaient emprisonnées en 1981.

Au cours de la période d'avril 1982, les forces de sécurité affirmaient qu'étaient arrêtés 99 membres du TKP, 29 du THKP/C, 24 du TDKP, 67 du Dev-Yol et 298 personnes appartenant à d'autres organisations.

NOUVELLES MESURES REPRESSIVES

Le Ministre de l'Intérieur Cetiner annonçait le 3 avril que le nombre des officiers de police passerait de 50.000 à 121.000.

Le projet de la loi prévoyant l'établissement de Forces de Police Mobile dans les villes importantes de Turquie était à l'ordre du jour de l'Assemblée Consultative. Le 9 avril, le Général Evren recevait une délégation de représentants de la sûreté et déclarait qu'il-organisation de sécurité turque devait être restructurée en même temps que les Forces Armées s'adapteraient aux changements en se modernisant elle-même.

De plus, en vue d'élever le niveau de vie des services de police, un Fonds d'Aide Mutuelle (POYAK) serait mis en place par décret gouvernemental.

Le Ministre de la Justice annonçait à l'Assemblée Consultative que 67 nouvelles prisons seraient construites en Turquie endéans la période d'un an à venir.

En ce qui concerne la justice, le Code du Régime de Loi Martiale a été modifié une fois de plus par le CNS, le 20 avril et l'obligation de lire entièrement le texte de l'acte d'accusation au tribunal a été supprimé afin d'accélérer le jugement de plus de 50.000 inculpés politiques.

ORGANISATIONS SOUS LE JOUG

Le Conseil des Ministres a adressé à l'Assemblée Consultative un nouveau projet de loi visant à "protéger les organisations professionnelles contre des tendances nuisibles".

Même avant l'adoption de cette loi, la junte militaire avait déjà interdit de nombreuses organisations démocratiques et arrêté leurs dirigeants.

Récemment, les organisations professionnelles restants sont également tombées sous le joug. Quelques membres de droite de l'Union des Ingénieurs et des Architectes de Turquie (TMMOB) s'étaient adressés, le 8 avril, au Conseil National de Sécurité pour qu'il ouvre une enquête sur l'infiltration par des "éléments subversifs" de cette organisation.

Le 8 avril, le Commandement de la Loi Martiale d'Ankara a interdit la célébration par l'Union des Architectes d'Ankara de l'anniversaire de Mimar Sinan, le plus grand architecte turc ayant vécu il y a quatre siècles.

Le Ministre de l'Intérieur Cetiner annonçait le 8 avril qu'une enquête était ouverte contre les fondations des Langues et de l'Histoire.

Le Ministère des Affaires Agricoles et des Coopératives ont entamé des poursuites, le 20 avril, afin de fermer Köy-Koop, l'organisation de coopérative progressiste des paysans.

Dans le dessein de tenir la jeunesse sous contrôle, le Conseil des Ministres a préparé un nouveau projet de loi. Selon ce texte, toutes organisations de jeunes existantes à ce jour seront dissoutes et une seule organisation centrale de la jeunesse sera mise sur pied

sous le contrôle du gouvernement. La jeunesse de Turquie sera représentée en Turquie aussi bien qu'à l'étranger par cette organisation dénommée "Conseil National pour les Services de la Jeunesse".

TORTURE

Un écrivain kurde vivant en exil en Suède dénonçait, le 5 avril, que 38 nationalistes kurdes, détenus à la prison de Diyarbakır, avaient été torturés à mort quelques jours auparavant. Le mensuel "Demokrat Türkiye" rapportait que dans la nuit du 21 mars le principal inculpé dans l'affaire du Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK), Mr Mazlum Dogan avait été tué sous la torture dans sa cellule et que 12 autres détenus avaient été fusillés.

Le 26 avril, le Ministre des Affaires Etrangères reconnaissait que deux détenus à la prison de Diyarbakır avaient effectivement été retrouvés morts, mais il niait la mort des 36 autres personnes.

Le Demokrat Türkiye rapporte également que trois autres personnes ont été torturées à mort dans d'autres régions: Une personne du nom d'Isa dans le département de Unye (le 5 mars), Vakkas Dogru dans le département d'Araban (7 mars) et Süleyman Seker dans le département de Bozova (fin février).

Les 428 inculpés du Dev-Sol jugés devant le 2ème tribunal de la Loi Martiale d'Istanbul continuent de refuser d'assister aux audiences tant que leurs allégations de torture n'auront pas été prises en considération.

Au procès du TKP à Ankara, le 2 avril, l'inculpé Ali Aras disait avoir été tenu au secret pour s'être défendu lors de l'audience précédente.

Le même jour, au procès du TDKP, deux inculpés ont demandé à être transférés à l'hôpital pour cause de torture, leurs requêtes ont été rejetées.

Les inculpés jugés à Ankara et à Izmir pour avoir participé aux actions l'Avant-Garde Révolutionnaire du Peuple (HDO), affirmaient que toutes les dépositions leur avaient été soutirées sous la torture.

Le 15 avril, les femmes prisonnières jugées à la 2ème Tribunal de la Loi Martiale pour refus d'obéissance aux ordres du directeur de la prison, ont révélé qu'elles avaient été battues, insultées et laissées sans manger par les soldats.

DEUX AVEUX POUR LE MEME DELIT!

Deux groupements différents passent en jugement devant des tribunaux différentes pour l'assassinat d'un orfèvre en 1979 à Ankara. Alors que Bünyamin Karaman, Adalet Erbaş et Süleyman Sagol étaient jugées pour cet assassinat à la 3ème Tribunal de la Loi Martiale d'Ankara, au procès des 574 inculpés du pro-
./..

--- IMMIGRATION ---

- Le Ministre de la Justice Gol s'en prend aux travailleurs immigrés. Il est intervenu le 30 avril à la Chambre des Députés "sur la sécurité des personnes et des biens" et a annoncé l'intention du gouvernement de mener une politique de rapatriement "volontaire" des immigrés en chômage de longue durée. Il a décidé aussi de renforcer les contrôles aux frontières de la France et du Luxembourg de manière à mettre un terme à l'immigration clandestine.

- Les huit personnes qui avaient entamé une grève de la faim pour protester contre le refus des autorités communales de Scherbeek d'enregistrer encore des immigrés dans la commune ont mis fin à leur mouvement, le 9 avril, sur le conseil des médecins.

- Le 18 avril, 1500 personnes ont manifesté dans le quartier du Midi à Bruxelles pour protester contre les pratiques racistes en Belgique.

- Le Ministre d'état du gouvernement militaire de Turquie, Mr Mehmet Ozgünes a tenu plusieurs rencontres avec les organisations de droite turques en Belgique afin de créer une fédération des travailleurs immigrés turcs qui servira aux exigences du régime d'Ankara.

- Une double maison habitée par les immigrés turcs a brûlé et s'est effondrée le samedi 14 avril à Saint-Josse. Bilan définitif: 14 morts et plusieurs blessés... L'Union des Locataires a fourni à la presse la preuve que le bourgmestre Cudell avait connaissance, depuis cinq ans, de l'état d'insalubrité de l'immeuble, et dénoncé en la matière, l'absence d'une politique du logement en faveur des familles immigrées par la commune. "Bien entendu, personne n'est responsable, jusqu'à présent. Mais il faut des morts, qu'ils soient Turcs ou Belges n'a pas d'importance, pour que l'on pose à nouveau la question du logement à rénover d'urgence dans le cadre d'une politique sociale," écrit *La Cité* du 26 avril.

cès de Dev-Yol qui s'est ouvert dernièrement, Ali Başpınar, Alper Tunga, Levent Yakış et Mehmet Baha Cetintas sont accusés du même crime. Des deux côtés, ils auraient "reconnu" leur responsabilité dans l'assassinat lors de leur interrogatoire par la police.

POURSUITES CONTRE DES TORTIONNAIRES

1 commissaire, 7 policiers et deux veilleurs de nuit ont comparu devant la 3ème Tribunal de Loi Martiale d'Ankara pour avoir torturé des membres du TDKP en août et septembre 1981 à Kırıkkale.

Un Capitaine de l'Armée, Faik Ağah Uner, un Sergent, Gazi Gündoğdu et le docteur Nebi Ziya Akkan ont été condamnés le 1er avril à 36 années d'emprisonnement chacun, pour avoir tué sous la torture trois paysans, Ali Orcan, Mustafa Orcan et Mehmet Kodak. Les victimes avaient été arrêtées le 10 juillet 1980 dans la ville de Misis.

Le Procureur militaire d'Ankara a ouvert des poursuites contre 11 policiers de la Section Politique du Département de la Police d'Ankara pour avoir torturé mortellement un détenu.

AVEUX DES TORTIONNAIRES

L'officier de police Ekrem Ozbey disait le 3 avril, devant la 2ème Cour de la Loi Martiale d'Ankara: "Tous les interrogatoires aux Quartiers-Généraux de la Police s'accompagnent de tortures. J'ai également été complice de faits de torture. Par la suite, j'ai démissionné de mon poste de policier".

Devant le 1ère Tribunal de la Loi Martiale d'Ankara, l'officier de police Rahman Gümrükçü déclarait le 6 avril: "Si le détenu ne dit pas la vérité, il est soumis à la torture et interrogé à nouveau".

Le 19 avril, le Commissaire Tuğman Aykın, témoin au procès de Kurtuluş (Libération) devant le 2ème Tribunal de la Loi Martiale d'Ankara, disait avoir exercé des pressions morales sur les détenus en vue d'obtenir leurs dépositions.

Décision du Conseil Général du Tribunal Militaire de Cassation: "Le crime d'avoir torturé mortellement peut être établi si l'auteur du délit avait réellement l'intention de le commettre d'une façon cruelle et si la victime a effectivement souffert de cette cruauté jusqu'à en mourir". (C-24.4.1982)

VIE CULTURELLE

LA PRESSE A SENSATION

Tandis que la presse progressiste est tout à fait condamnée au silence, la presse quotidienne à sensation de Turquie s'est engagée dans une bataille de tirage en utilisant tous les moyens.

Plus particulièrement, avec l'entrée dans l'arène du quotidien *Güneş*, lancé par le puissant groupe financier Kozanoğlu/Cavusoglu, la bataille des tirages a dégénéré en une véritable guerre d'influence dans les milieux économiques et politiques.

Hürriyet, le plus ancien des journaux à grand tirage, n'a pas hésité à dénoncé son rival, *Güneş*, auprès du Général Evren, pour avoir diffusé une information malgré l'interdiction des autorités de la Loi Martial.

Les conséquences en ont été pires pour *Hürriyet*. Les autorités militaires n'ont pas touché à *Güneş* mais au contraire, ont obligé *Hürriyet* à publier le 11 avril une lettre d'excuses relatives à certaines expressions employées dans le texte de la dénonciation.

NOUVEAUX PROCES ET CONDAMNATIONS

Le Procureur Militaire a intenté un procès contre l'avocat Burhan Apaydın et contre l'éditeur responsable du quotidien Cumhuriyet, Mir Okay Gönensin, le 1er avril, pour avoir publié un appel en faveur d'Orhan Apaydın, le Batonnier du Barreau d'Istanbul qui avait été arrêté.

Nazlı Ilıcak et Aydoğdu İter du quotidien *Terziman*, ont été entendus par le procureur, le 2 avril, pour avoir violé le décret no 52 du CNS.

L'éditeur responsable de *Savas Yolu*, actuellement interdit, Mustafa Sayım, a été condamné le 5 avril à 7 ans et demi de prison par la 2ème Tribunal de la Loi Martiale d'Izmir.

Le Conseil des Ministres a interdit, le 16 avril, la diffusion de 22 publications imprimées à l'étranger.

Le correspondant du quotidien *Hürriyet*, Serdar Altıparmak a été placé en détention dans le département de Kusadası, le 20 avril, pour avoir pris des photographies des employés du tribunal en train de nettoyer la voiture particulière du juge.

Une peine de prison à laquelle l'écrivain Necip Fazıl Kısakürek avait été condamné, a été ratifiée par la Cour de Cassation, le 23 avril. Il était condamné pour diffamation à l'encontre d'Atatürk.

NOUVELLE PRESSION SUR L'UNIVERSITE

Le CNS a modifié la Loi sur l'Education Supérieure, le 20 avril. La nouvelle loi autorise le Conseil Supérieur de l'Education (YOK) à renvoyer tout recteur ou doyen sans attendre la fin de son contrat normal et sans en donner une quelconque justification concrète. Le Président de la YOK, le Prof. Dogramacı disait le 27 avril que quiconque ne respecte pas les principes d'Atatürk serait expulsé de l'université.

VIE SOCIALE

Tandis que le mouvement syndical progressiste subit une sévère répression, son interlocuteur la Confédération des Syndicats des Patrons (TISK) a tenu sa 14ème assemblée générale à Ankara, le 8 avril, afin de déterminer la nouvelle politique de travail des employeurs qui ont bénéficié depuis 1980 de la suspen-

sion du droit de grève des travailleurs et ont ainsi réalisé d'énormes bénéfices atteignant les 200-300 pc. Le Comité Exécutif de la TISK, réclamait dans son rapport de séance que, eu égard aux 3 millions de chômeurs, ceux qui avaient trouvé un travail représentaient une "minorité prospère" et pour cette raison

ne devraient pas demander d'augmentation de salaires. Cette revendication des employeurs a fait beaucoup de bruit, même dans la presse pro-gouvernementale.

Et qui plus est, Omer Cavusoglu, co-président du gigantesque holding Kozanoglu/Cavusoglu, refusant cette approche de "Faucon" de Narin, annonçait que le milieu des affaires turc, défendant une économie libérale, adopterait une attitude visant à corriger les défauts de la structure sociale, et à cet effet, soutiendrait les syndicats et la démocratie.

Il n'y a rien d'étonnant à cela quand on sait que le haut milieu des affaires, en dépit du fait qu'il a réalisé de fabuleux profits en deux ans, a peur, à présent de perdre le marché intérieur suite à la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Et ils pensent qu'il est temps d'accorder quelques concessions au monde du travail.

Un dirigeant syndicaliste pro-gouvernemental, le Président du Syndicat des Travailleurs du Textile (TEKSIF), Sevket Yilmaz a également pris la parole au congrès et partageait aussi la "bonne volonté" du monde des affaires. Il déclarait: "Si vous ne construisez plus de nouvelles usines, nous, les travailleurs, n'existeront plus non plus... Donc, nous, employeurs et travailleurs, sommes liés l'un à l'autre comme l'ongle et la peau."

Toutefois, ces déclarations de "bonne volonté"

n'ont pas été suffisantes pour trancher le désordre concernant les salaires. Tout d'abord, sans une participation active de la DISK, il ne sera jamais possible de conclure un accord collectif qui satisfasse les travailleurs. Puisque la junte militaire est décidée à en finir avec la DISK, un interlocuteur fiable à la table des négociations collectives ne pourra plus exister à moins d'un changement total du régime.

Deuxièmement, dans le schéma actuel des politiques économiques, il est impossible de trouver un remède au chômage chronique et la chute du pouvoir d'achat.

Selon une étude réalisée par l'Union des Travailleurs des Chemins de Fer, un travailleur est obligé de travailler 14 heures et 12 minutes pour pouvoir acheter 1 kg de viande, et 1 heure et 13 minutes pour 1 kg de pain, alors qu'en 1963 il fallait 6 heures et 17 minutes pour la viande et 44 minutes pour le pain.

Le salaire minimum mensuel est encore de 9.618 LT (60 \$), et Mir Side, Ministre de la Sécurité Sociale et Secrétaire Général de la Türk-İş, déclarait qu'il était hors de question de réajuster le salaire minimum avant 1984. Tandis que le salaire mensuel rest à ce niveau, une étude publiée dans Cumhuriyet, le 1er avril, démontrait qu'une famille de 4 personnes, à Istanbul, avait besoin d'au moins 24.950 LT (167 \$) par mois.

VIE ECONOMIQUE

REFORME AGRAIRE

La question brûlante de la réforme agraire qui n'a pas pu être résolue depuis la proclamation de la République est à nouveau à l'agenda de la "législative".

Précédemment, de nombreuses tentatives d'effectuer cette réforme vitale ont échoué suite aux pressions des gros propriétaires terriens. La première Loi sur la Réforme Agraire a été décrétée en 1973, suite à quoi elle fut mise en application comme expérience pilote dans la province d'Urfa. Après une considérable nationalisation, cependant, la Loi fut annulée par la Cour de la Constitution en 1977. Dans l'absence d'une nouvelle loi pour remplacer la précédente, une grande partie des terres nationalisées ne put être distribuée.

Après le Coup d'état militaire du 12 septembre 1980, des institutions financières internationales telles que FMI et l'OCDE ont suggéré au gouvernement militaire d'effectuer cette réforme afin d'éliminer ces barrières féodales à la bourgeoisie et d'élargir le marché interne du secteur industriel.

Là-dessus, le gouvernement militaire élabora un nouveau projet de réforme pour cesser toute action contre la nationalisation jusqu'à ce qu'une solution finale soit trouvée.

Mais ce nouveau projet de loi a été soumis aux pressions des grands propriétaires terriens. La Commission concernée de l'Assemblée Consultative, influencée par les avocats des propriétaires, a tout d'abord décidé de biffer la clause qui mentionnait que les poursuites juridiques entamées contre la nationalisation seraient suspendues.

Toute fois, sous la pression du CNS, l'Assemblée Consultative dut adopter le texte original du gouvernement par 64 voix contre 22.

Soumis à l'approbation du CNS, le projet de loi stipule que les propriétaires terriens ne peuvent réclamer leurs droits sur les terres nationalisées dans un délai de dix ans après une telle mesure. De même, tous les procès intentés précédemment seront suspendus.

ANNEE DOREE POUR LES MONOPOLES

L'année 1981 a été qualifiée par les journaux turcs d'"Année Dorée" pour le capital monopoliste.

Selon Günaydın du 4 avril, le pourcentage d'augmentation des bénéfices en comparaison avec l'année 1980, a été enregistré comme suit par les principales banques de Turquie:

Ziraat Bankası 192,5 pc, Halk Bankası 124,5 pc, İş Bankası 65,8 pc, Akbank 92,9 pc, Pamukbank 124,9 pc, Emlak Kredi Bankası 323,3 pc, Türk Ticaret Bankası 18,4 pc, Osmanlı Bankası 54,2 pc, Yapı ve Kredi Bankası 170,5 pc, Dış Ticaret Bankası 677,8 pc, Töbank 90,7 pc, Hisarbank 169 pc.

Seulement l'İş Bankası a distribué des dividendes de 1000 pc à ses actionnaires.

Le *Cumhuriyet* du 7 avril rapporte que les principales compagnies turques ont distribué des dividendes à leurs actionnaires selon les pourcentages suivants:

Canakkale Seramik 200 pc, Sarkusyan 160 pc, Kav 150 pc, Bastas 110 pc, Anadolu Cam 100 pc, Good-Year 100 pc, İzocam 100 pc, Uniroyal 120 pc, Türkiye Sise Cam 90 pc, Kordsa, Koruma Tarım et Rabak 75 pc chacun, Bursa Cimento, Kartonsan 60 pc chacun, Akçimento, Celik, Hektas, Koç Holding, Makina Tarım, Nasas, Olmuk, Plastik 50 pc chacun.

Les plus grands chiffres d'affaires sont ceux de Cukurova Holding, Koç Holding et Kozanoglu/Cavusoglu Holding et sont respectivement de 394 milliards LT (2,6 milliards \$), 271,5 milliards LT (1,8 milliard \$) et 110 milliards LT (700 millions \$).

Quant aux entreprises économiques d'état (KIT), toujours accusées d'être un fardeau pour l'économie nationale, c'est la première fois que 27 des 38 entreprises ont enregistré des bénéfices. Le pourcentage du bénéfice est de 43,3 pc pour la Radio-Télévision, 34,77 pour la Compagnie d'Electricité, 29,84 pc pour les PTT, etc.

Mais ce succès pour les banques, les compagnies privées et la KIT a été enregistré, non à cause de ra-
/..

tionalization de fonctionnement, mais grâce aux interdictions de négociations collectives et de grèves. De plus, la KIT a renvoyé 18.500 travailleurs en un an.

Un autre élément de grande importance dans cette évolution a également été la liquidation des plus petites entreprises. Selon le quotidien Cumhuriyet du 5 avril, le nombre des firmes déclarées en faillite s'est accru de 107 pc en 1981.

DETTES EXTERIEURES

Le Turkish Daily News du 14 avril rapporte que le montant total des dettes extérieures de la Turquie s'élève à 18-19 milliards de dollars. Mais avec les nouveaux crédits pour les pipelines et les paiements d'intérêts, la dette extérieure se chiffre à 30 milliards de dollars.

RELATIONS EXTERIEURES

TURQUIE-USA

Une compagnie américaine et trois entreprises turques contrôlées par l'Etat ont signé le 13 avril un accord d'association dans une entreprise commune de manufacture d'équipements électroniques en Turquie. La Compagnie des Etats-Unis, *Aydin Corporation* détient 38,5 pc des parts dans la nouvelle entreprise. Le principal associé est la Fondation de Soutien à la Force Aérienne Turque avec 51 pc des parts. Le reste des parts est distribué entre l'Entreprise d'Industrie Electronique Turque (TESTAS) et l'Entreprise d'Industrie Aéronautique Turque (TUSAS).

D'autre part, un groupe de défense commune turco-américain a tenu sa première réunion officielle à Ankara les 27 et 28 avril. Le groupe a discuté des moyens de modernisation des Forces Armées turques afin de permettre à celles-ci de tenir leurs engagements dans le cadre de l'OTAN.

TURQUIE-EUROPE

Des pourparlers entre la Turquie et la CEE sur les taxes anti-dumping prélevées sur les exportations de fil de coton turc à la Communauté sont tombées dans l'im-

pas à la fin du mois de mars. Le Ministre des Affaires Etrangères turc annonçait que puisque la taxe anti-dumping de 12 pc sur le fil de coton n'était pas supprimée, la Turquie prélèverait une taxe de 15 pc sur les exportations d'acier de la Communauté Européenne.

Toutefois, pendant la visite d'Ozal à Paris, le 19 avril, des représentants de la Commission Européenne, Mr Davignon et Mr Duchateau se sont entretenus avec lui et se sont mis d'accord —rapporte-t-on— sur des mesures pour mettre fin à ce différend. Mais l'application de cet accord de principe dépend de l'approbation de chaque pays membre.

TURQUIE-PAYS SOCIALISTES

Le Général Evron s'est rendu pour une visite officielle en Roumanie, le 7 avril 1982. Dans le communiqué final, il est déclaré que les relations économiques, commerciales et culturelles entre deux pays seraient développées.

La semaine de Turquie s'est ouverte en Bulgarie avec la participation des hommes d'affaires et hauts fonctionnaires turcs, le 20 avril.

Un protocole économique a été signé entre la Turquie et le Hongrie, le 28 avril 1982.

SOLIDARITE

- L'invitation par la Turquie aux cérémonies du 20ème anniversaire de la Cour de Constitution n'a été acceptée que par un seul pays, la Suisse. La France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Autriche ont fait savoir qu'elles n'assisteraient pas aux cérémonies. (9.4)

- A l'initiative de l'Association des Juristes Démocrates de Liège, 150 avocats de toutes tendances ont lancé un appel au Premier Ministre belge, lui demandant d'intervenir pour la libération de Mr Apaydin. (13.4)

- Le gouvernement turc a refusé la requête du Premier Ministre danois Joergens de rendre visite à Ecevit en Turquie. (18.4)

- Le 20 avril '82, dans un communiqué, la "Concertation paix et développement", qui regroupe entre autres, l'Association Belge des Juristes Démocrates, Pax Christi, OXFAM, Solidarité Socialiste, l'Union Belge pour la Défense de la Paix, Entraide et Fraternité, lance un appel à la solidarité avec le peuple de Turquie.

- La Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) a publié dans sa revue mensuelle un article sur la Turquie avec la photo des dirigeants de la DISK sur la couverture.

- L'organ mensuel de la Fédération Syndicale Mondiale a publié le témoignage d'Antoine Herrero, Secrétaire de l'UIS-THCP qui avait assisté à quatre audiences du procès de la DISK.

- Le Parti Socialiste belge a organisé un meeting à Gand sur "Les Loups Gris en Belgique et Fascistes en Turquie". Deux représentants d'Info-Türk ont fait des exposés lors de ce meeting. (22.4)

- La Confédération Syndicale Européenne (CES) qui tenait son congrès à La Haye, du 19 au 23 avril, a adopté une résolution sur la Turquie exigeant la suspension immédiate du statut de membre de la Turquie au Conseil de l'Europe. (23.4)

- De nombreux observateurs étrangers assistaient à la réouverture du procès de la DISK, à Istanbul: l'avocat F. Van Drooghenbroeck pour la Confédération Mondiale du Travail, l'avocat Claude Larzul pour l'Association Internationale des Juristes Démocrates. Egalement le FNV néerlandais, le LO danois et l'UGT espagnole ont envoyé des observateurs au procès. De retour de Turquie, Messieurs V. Drooghenbroeck et Larzul ont tenu une conférence de presse à Bruxelles, le 26 avril.

- Un nouveau membre au parlement Européen, Mme Raymonde Dury a demandé aux ministres des Affaires Etrangères de la Communauté de porter plainte ensemble contre le régime turc auprès de la Commission Européenne des Droits de l'Homme. (28.4)

- Ni l'Assemblée Parlementaire, ni la Commission Ministérielle du Conseil de l'Europe n'ont adopté de position ferme contre le régime turc lors de leur réunion du 26 au 30 avril à Strasbourg. A l'Assemblée Parlementaire, seul le député belge Claude Dejardin, le député norvégien Liv Aasen et le député britannique Budtz ont posé des questions au sujet de la Turquie aux ministres. Quant à la Commission Ministérielle, elle s'est contentée de dire dans son communiqué final que la situation en Turquie avait été discutée.